

nautés de la Sierra de Juarez pour qu'elles appuient la reprise des travaux. Ils ont invité les villageois dans des forums environnementaux pour vanter la valeur écologique de leurs travaux. Aldo Gonzalez travaille contre la montre : «Nous avons demandé un moratoire au gouvernement mexicain sur les contrats entre multinationales et ONG indigènes de l'Oaxaca. Il a refusé. Nous croyons que c'est sous la pression des États-Unis.»

Don Monico ne dit pas ce qu'il en pense. Il ne parle pas de ces choses-là. Il raconte cependant qu'il a visité le Canada pour communiquer son savoir. On lui a même offert d'y rester pour transmettre ses connaissances à des étudiants. «J'ai décidé de revenir chez nous. Il y a encore beaucoup de travail à faire ici.» Mais il a beaucoup aimé son voyage. Il en a parlé avec enthousiasme

et il ne cache pas qu'il aimerait bien en faire d'autres.

Le bio-piratage, c'est la prospection illégale de la vie (micro-organismes, plantes, animaux, incluant les humains) et le vol des savoirs traditionnels. Le bio-pirate viole les conventions internationales sur la biodiversité et les lois nationales correspondantes. Les chercheurs, universitaires et firmes qui se livrent au bio-piratage ne reconnaissent pas et ne payent pas de droits aux propriétaires des ressources naturelles et aux détenteurs des savoirs traditionnels. Ils se les approprient sans le consentement des Indigènes et sans en payer la juste valeur. Le bio-piratage s'exerce par les droits de propriété intellectuelle, principalement les brevets.

Les bio-pirates sont actifs dans le secteur des aliments, des médicaments, des cosmétiques, de la biotechnologie, des soins vétérinaires, des semences, de l'agrochimie et du génie génétique. Ils procèdent par l'intermédiaire d'universités, de gouvernements, d'ONG (organisations non gouvernementales) qui prétendent agir comme experts auprès des communautés et leur faciliter l'accès aux ressources de leur territoire. Ces organisations

perçoivent des fonds publics et privés pour leurs investigations et leur équipement. Les grandes corporations conservent pour elles seules les redevances des droits de propriété intellectuelle et elles ne partagent pas les profits de leur production commerciale.

Ces dernières années, des organisations environnementales comme *Conservation International*, où siège Alfonso Romo, promoteur du Plan Puebla-Panama, ont ajouté les activités de bio-prospection à leurs activités en faveur de la justice sociale et de la protection de l'environnement.

L'idée de détenir des droits intellectuels et des brevets sur les ressources et sur leurs connaissances apparaît comme un non-sens aux Indigènes. Leurs valeurs traditionnelles sont basées sur la vie en communauté, le partage et l'interdépendance de tout ce qui est nécessaire à la vie. Les brevets sont à leurs yeux un outil des cultures dites occidentales qui reflète un système de valeurs de la propriété privée et la recherche de la richesse individuelle, incompatible avec leurs cultures.

Les réserves mondiales de biodiversité sont concentrées au Mexique, au Brésil, en Inde, en Indonésie, en Australie et en République démocratique du Congo. Elles sont menacées par les effets combinés des émissions de bioxyde de carbone, de la déforestation, de la désertification, de l'extraction du pétrole et des minerais, la construction de barrages hydroélectriques, la contamination par des organismes génétiquement modifiés (OGM), l'exploitation commerciale d'espèces en danger et la disparition des savoirs traditionnels. ■



PHOTO BENOÎT AQUIN POUR RECTO VERSO

Don Monico, vieil herboriste zapotèque, pratique dans un centre de développement de médecine indigène traditionnelle, dans le village de Capulalpam de Mendez.

duire les obligations des compagnies. La BID désire y associer un prêt de 500 M \$ US (suivi de deux autres prêts de 700 M \$ US). Le Parti de l'Action Nationale (PAN) appuie ces recommandations. «Ces propositions sont véritablement dans la ligne de pensée que nous voulons développer, parce qu'elles sont essentielles pour l'entrée du Mexique dans un processus de développement durable», a déclaré le président Fox.

Quatre étapes

Le PPP se réalisera en quatre étapes d'ici 2006. La première prévoit la construction de l'autoroute et du chemin de fer

à travers l'isthme de Tehuantepec (le *canale*). La construction d'infrastructures facilitera (au coût de 9,5 G\$ US) la sortie rapide des biens et ressources convoités de l'Oaxaca et du Chiapas. Ces deux États sont la pièce maîtresse mexicaine du programme énergétique continental suggéré par les États-Unis.

La seconde étape prévoit la modernisation de l'agriculture, des pêcheries, la production de plantes ornementales, d'eucalyptus et de denrées destinées aux marchés d'exportation. Cinq couloirs biologiques seront ouverts pour l'extraction de plantes médicinales, de bois d'œuvre et de minerais, le trappage de la faune, la restauration

d'habitats forestiers et la reforestation commerciale de sept millions d'hectares.

À la troisième étape, le Mexique attirera les entreprises de petite et moyenne taille susceptibles de produire des marchandises dans des maquiladoras. Vicente Fox courtise l'Europe, le Canada, les États-Unis et l'Asie (le Mexique sera l'hôte du Forum de coopération économique Asie-Pacifique [APEC] en 2002).

Enfin, dernière étape, on développera le potentiel touristique de ces régions. Plusieurs forêts humides renferment des sites archéologiques indigènes et des villes coloniales à l'architecture exceptionnellement bien conservée. ■